



Homeland, saison 4 Ou comment une série permet de faire le point sur la géopolitique actuelle du Pakistan

Homeland¹ est une série d'espionnage américaine qui, depuis 2011, met en scène Carrie Mathison, officier traitant à la CIA. Cette fiction est emblématique des préoccupations sécuritaires des Etats-Unis post-11 septembre 2001 et a pour toile de fond la « guerre contre le terrorisme » et une certaine obsession de la sécurité nationale, sur fond de Patriot Act. Dans ce contexte, sans surprise, Carrie Mathison s'occupe principalement de contre-terrorisme.

Après trois saisons où le cœur de l'action se déroule plutôt à Langley, siège de la CIA en Virginie, aux Etats-Unis, sur fond de retour de guerre d'Irak et de soldats ex-otages « retournés » par leurs ravisseurs djihadistes, la quatrième saison change de décor et est délocalisée au Pakistan. Géopolitique et rappelant de l'actualité internationale, cette saison a déclenché de multiples polémiques au Pakistan, provoquant l'indignation de diplomates et la réprobation du gouvernement. Il est vrai que l'image du pays, de sa capitale, de son armée et de ses services de renseignements n'y est pas reluisante. Il est vrai aussi qu'un certain nombre d'inexactitudes altèrent la représentation de la culture pakistanaise. Mais Homeland n'est et ne prétend pas être un documentaire.

En revanche, cette fiction se révèle être un formidable prétexte pour faire l'analyse de plusieurs aspects de la géopolitique actuelle du Pakistan. En effet, la série évoque nombre de préoccupations brûlantes dans ce pays : la « guerre des drones », le prétendu « doublejeu » du Pakistan dans le conflit afghan, la prégnance de l'armée dans les affaires pakistanaises et le rôle trouble des services de renseignements pakistanaïses (Inter-Service Intelligence - ISI)², ou encore la présence de nombreux mouvements djihadistes (talibans, réseau Haqqani, etc.) sur le territoire pakistanaïse³.

¹ 1. <http://www.sho.com/sho/homeland/season/4#/index>

² Ce thème sera abordé dans le prochain numéro des Cahiers de l'Asie

³ Idem

1. De la « guerre des drones » au Pakistan

- *Dans la série : The Drone Queen*

Tel est le titre du premier épisode de la quatrième saison de Homeland. Cet épisode s'ouvre au sein du centre opérationnel de la station de la CIA à Kaboul, en pleine préparation d'une frappe de drone visant une cible au Nord-Waziristan, dans les zones tribales pakistanaïses.

The Drone Queen, c'est Carrie Mathison, responsable de la station de la CIA en Afghanistan. Elle est en pleine discussion avec Sandy Bachman, son homologue au Pakistan, qui affirme tenir de sa source que l'un des leaders des talibans pakistanaïses, Haissam Haqqani, se trouve à cet endroit. Malgré l'incertitude quant à la présence du présumé terroriste dans la maison visée, Carrie donne l'ordre de frappe : comme le lui rappelle Sandy, Haissam Haqqani est en quatrième position sur la liste noire (kill list) des terroristes du gouvernement américain⁴.

Malheureusement, l'opération est un fiasco : la maison bombardée abritait un mariage. Les civils tués sont nombreux et la bavure est de taille car, plus tard, la CIA se rendra compte que Haissam Haqqani n'était même pas sur les lieux.

- *Dans la réalité*

Cet épisode permet de revenir sur la politique anti-terroriste américaine menée à la frontière afghano-pakistanaïse depuis 2004, dont les frappes de drones et autres « assassinats ciblés » et attaques aériennes sont devenus les principaux moyens d'action. Cet épisode trouve un écho tout particulier dans les propos que tenait Thierry Garcin le 1er juin 2015 dans l'émission radio Les enjeux internationaux⁵ : « *On sait les avantages du drone, notamment la précision, et puis il n'y a pas de risques humains puisque c'est un objet piloté à distance. En même temps, c'est un objet très dangereux puisque quand cela arrive sur une noce et que les drones se trompent de cible, cela fait peut-être 170 morts et cela cultive le sentiment anti-américain pour une génération au minimum* ».

Il s'agit donc de revenir sur la genèse de cette « guerre des drones » au Pakistan, sur la progressive intensification de leur usage et sur ses conséquences.

⁴ « Consider the target. He is number four on the head list »

⁵ « États-Unis : la relation du président Obama à la force armée », émission Les enjeux internationaux, animée par Thierry Garcin sur France Culture, 1er juin 2015.

- *L'analyse géopolitique*

Comment les frappes de drones ont commencé au Pakistan

Les frappes de drones américaines au Pakistan ont débuté en 2004 dans le contexte de ce que l'administration Bush, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a nommé « guerre contre le terrorisme »⁶

En 2001, du fait de la dictature du général Pervez Musharraf⁷ établie depuis 1999, le Pakistan est marginalisé sur la scène internationale. Ses relations avec les États-Unis sont particulièrement houleuses, notamment parce que les pressions exercées pour qu'Islamabad cesse de soutenir les talibans⁸ en Afghanistan sont restées lettre morte. Après le 11 septembre 2001, le Pakistan redevient brusquement digne d'intérêt aux yeux des Américains et de la coalition internationale chargée de l'intervention en Afghanistan⁹. C'est sa position géographique qui en a fait un allié incontournable : le territoire pakistanais est le seul¹⁰, à ce moment-là, qui puisse donner accès à l'Afghanistan enclavé.

Pressé par Washington, le général Musharraf finit par se ranger derrière les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » et change donc de position vis-à-vis de l'Afghanistan.

Le gouvernement pakistanais apporte un soutien logistique à la coalition internationale et aux forces américaines engagées : ouverture de l'espace aérien pakistanais, accès à des bases aériennes et à une base navale, transit sur son territoire des convois pour l'approvisionnement des troupes en Afghanistan. Le Pakistan devient un partenaire stratégique pour les États-Unis et reçoit, en échange de sa collaboration, d'importantes compensations : les sanctions post-essais nucléaires¹¹ sont levées, des aides financières et économiques massives lui sont distribuées (7,5 milliards de dollars entre 2002 et 2011)¹², une partie de la

⁶ « War on Terror » ou « Global War on Terror » est le nom donné par l'administration américaine de Georges W. Bush aux campagnes militaires menées en réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Dès son arrivée au pouvoir en 2009, Barack Obama a rejeté l'utilisation de cette expression au sein de son administration, préférant l'expression « Overseas Contingency Operations » (cf. Scott Wilson et Al Kamen, Washington Post, 25 mars 2009, <http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/03/24/AR2009032402818.html>, consulté le 7 juin 2015).

⁷ Le 12 octobre 1999, un coup d'État militaire porte le général P. Musharraf au pouvoir. En juin 2001, il s'autoproclame président de la République islamique du Pakistan.

⁸ La prise de Kaboul a largement été appuyée par Islamabad, et le Pakistan est, en 1997, le premier parmi les rares États à reconnaître le régime taliban au pouvoir à Kaboul.

⁹ Opération Enduring Freedom, lancée dès le 7 octobre 2001 sous contrôle exclusif des États-Unis, puis International Security Assistance Force (ISAF) dirigée par l'OTAN à partir de 2003.

¹⁰ L'Iran faisant alors l'objet de sanctions internationales, ses relations avec l'Occident sont mauvaises et il est impossible pour la coalition de s'adresser à lui pour obtenir l'ouverture d'un passage sur son territoire qui permettrait un accès rapide à l'Afghanistan

¹¹ Il est généralement accepté que le Pakistan a accédé à la capacité nucléaire en 1987. Il n'est pas partie au Traité de non-prolifération (TNP). Les essais nucléaires sont survenus en 1998.

¹² Thomas Cavanna, « Les relations américano-pakistanaise depuis 1947 : une alliance malheureuse », Pakistan. Un État sous tension, in Questions Internationales, n°66, La Documentation Française, mars-avril 2014.

modernisation de son armée est prise en charge par les Etats-Unis. L'armée pakistanaise est ainsi équipée avec du matériel américain - en principe pour lutter contre le terrorisme - et les Frontier Corps sont formés à la contre-insurrection par des experts américains. Entre 2002 et 2011, l'assistance militaire américaine fournie au Pakistan est estimée à 14 milliards de dollars¹³.

Dans ce contexte, le Pakistan coopère d'abord pleinement avec les Etats-Unis contre les groupes djihadistes comme Al-Qaïda, parce que ceux-ci ont aussi pris l'Etat pakistanais pour cible. Ainsi, à partir de fin 2001, la stratégie américaine a consisté à traquer les membres d'Al-Qaïda et autres groupes djihadistes sur le versant afghan de la frontière, en verrouillant cette dernière et en déléguant aux Pakistanais la traque au Waziristan et dans les autres zones tribales.

Cependant, l'armée pakistanaise n'a engagé aucune action significative contre les talibans afghans présents sur son territoire. Ainsi, le radicalisme islamiste s'est installé de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise et la guerre s'est inexorablement étendue au Pakistan. Cela a amené à un changement de stratégie à partir de 2004 : alors que le mandat de l'ISAF se limitait explicitement à l'Afghanistan, la coalition élargit ses cibles aux talibans qui se trouvent de l'autre côté de la frontière. Cela s'est traduit par l'utilisation de plus en plus intensive des frappes de drones visant des bases d'Al-Qaïda et des chefs talibans (afghans et pakistanais) dans les confins pakistanais¹⁴. Les Américains ont d'ailleurs obtenu le positionnement de certaines de leurs forces - en principe secrètes- sur le sol pakistanais (notamment sur la base de Shamsi) et ainsi, organiser au plus près les attaques de drones.

L'intensification des frappes de drones sous les mandats de Barack Obama

Si, dans un premier temps, le gouvernement pakistanais a officiellement toléré les frappes de drones, à partir de 2009, les autorités civiles et militaires pakistanaises les ont contestées de plus en plus vivement¹⁵. 2009 est l'année de la prise de fonction effective de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. C'est aussi à partir de cette date que le nombre de frappes a drastiquement augmenté. En effet, entre 2004 et 2009, G. W. Bush a lancé 48 attaques, contre 338 autorisées par B. Obama entre 2009 et 2014¹⁶.

Ainsi, alors qu'il avait affiché une volonté de rupture avec la politique post-11 septembre de son prédécesseur, notamment en mettant fin à deux guerres dont il avait hérité (Irak et Afghanistan) et en cherchant à abandonner l'expression « guerre contre le terrorisme », Barack Obama est paradoxalement devenu « seigneur des

¹³ Ibid.

¹⁴ Ces attaques ciblées sont principalement dirigées contre les zones tribales pakistanaises (en particulier le Waziristan du Nord), frontalières avec l'Afghanistan

¹⁵ Le Washington Post a révélé en 2013 que les autorités pakistanaises ont reçu pendant de nombreuses années des informations classifiées sur les frappes de drones de la CIA dans leur pays. Les responsables d'Islamabad ont donc approuvé un programme qu'ils dénoncent pourtant régulièrement en public. (<http://www.courrierinternational.com/une/2013/10/24/le-pakistan-complice-des-frappes-dedrones-americales>, consulté le 20 juin 2015).

¹⁶ Pierre-Alain Clément, « L'antiterrorisme de Bush à Obama: continuités et inflexions (législation, assassinats ciblés et interventions militaires) », Fiches de l'IRSEM, n° 35, 2014, p. 6.

drones »¹⁷. Plusieurs raisons à cela : tout d'abord, son arrivée au pouvoir a eu lieu juste après les attentats de Bombay en novembre 2008, faisant de l'éradication des refuges terroristes au Pakistan une priorité; ensuite, à partir de 2011, la propagation des conséquences des « printemps arabes » dans l'ensemble de ce que G. W. Bush qualifiait de « Grand Moyen Orient » (dont l'Afghanistan et le Pakistan font partie) l'a empêché de réaliser complètement son « pivot vers l'Asie », qui devait lui permettre de se désengager progressivement de ce (Grand) Moyen Orient.

Dans ce contexte, l'usage des drones est un choix délibéré du président Obama pour assurer la sécurité des Américains. Ces derniers appuient le recours à ces armes puisqu'ils y voient le moyen d'assurer leur sécurité à moindre frais, c'est à dire sans envoyer sur le terrain de soldats américains (stratégie récemment baptisée « stratégie de l'empreinte légère »). En outre, l'intensification de l'usage des drones entre dans le cadre de la Transformation¹⁸ et de la Révolution dans les affaires militaires¹⁹, deux processus engagés (ou poursuivis) par le Département de la Défense américain après le 11 septembre 2001. Tous deux accordent une place centrale à la technologie dans l'amélioration et l'évolution de l'armement.

Enfin, il faut souligner que, si Barack Obama a pu bénéficier de ce programme, c'est qu'à son arrivée à la Maison Blanche il était arrivé à maturité et faisait partie de la boîte à outils dont le Pentagone disposait. B. Obama a fait de ces avions sans pilote sa marque de fabrique. Et il l'assume : il coche sur une liste, chaque semaine, les cibles autorisées. Il se serait félicité d'avoir, grâce à la campagne « d'exécutions extrajudiciaires » menée avec constance depuis 2005, éliminé l'essentiel des états-majors des mouvements liés à Al-Qaida au Yémen, en Somalie, en Afghanistan et au Pakistan.

Atteintes à la souveraineté du Pakistan, bavures et « victimes collatérales »

Toutefois, l'impact stratégique de ces frappes de drones reste discuté et leur multiplication a maintes fois été critiquée par Islamabad, qui a dénoncé les nombreuses violations de la souveraineté du Pakistan ainsi que le nombre élevé de victimes collatérales.

En effet, les frappes de drones entre 2004 et 2009 auraient fait entre 378 et 557 victimes, dont 115 à 141 civils ; entre 2009 et 2014, elles auraient fait entre 1791 et 2982 victimes, dont 143 à 166 civils²⁰. La montée en puissance des bombardements de la CIA sur la zone frontalière afghano-pakistanaise s'est avérée très impopulaire au Pakistan, déclenchant des manifestations au ton de plus en plus

¹⁷ Philippe Leymarie, « La 'guerre juste' d'Obama avec ses drones », Défense en ligne - les blogs du Diplo, 23 novembre 2013, (<http://blog.mondediplo.net/2013-11-23-La-guerre>)

¹⁸ Ce processus a pour but de « créer ou anticiper le futur » en s'appuyant à la fois sur l'évolution des concepts, des organisations et des technologies. Il vise à maintenir l'avantage compétitif des Etats-Unis en matière de combat et de forces armées. Dans ce contexte, les nouveaux systèmes d'armements et les technologies de pointe sont très présents.

¹⁹ Doctrine qui prône la supériorité militaire par l'utilisation maximale de la technologie en matière de défense, de recueil et de traitement de l'information, ainsi que par l'engagement militaire au moindre coût financier et humain

²⁰ Ibid.

belliqueux et anti-américain (voire anti-occident). Le sentiment anti-américain est d'ailleurs plus fort aujourd'hui que lorsque Georges W. Bush était au pouvoir²¹.

En plus de toucher nombre de civils pakistanais, les frappes de drones ont créé d'autres types de bavures qui ont compliqué encore davantage les relations entre les gouvernements pakistanais et américain. Fin novembre 2011, une attaque aérienne de l'OTAN dans une zone tribale pakistanaise a ainsi tué environ vingt-cinq soldats pakistanais. Islamabad avait immédiatement réagi en ordonnant à la CIA d'évacuer la base aérienne de Shamsi, dans l'Ouest du Pakistan, d'où elle dirigeait des opérations de drones (notamment en utilisant les satellites de l'OTAN). Islamabad avait aussi ordonné la fermeture de deux routes principales d'approvisionnement de l'OTAN en Afghanistan, dont celle de Torkham, depuis laquelle les forces de l'OTAN recevaient environ 40% de leurs fournitures. Puis, le Pakistan avait annoncé qu'il ne participerait pas à la conférence internationale sur la sécurité et le développement de l'Afghanistan de décembre 2011, pour protester contre les frappes de drones.

Autre cas, plus récent : Barack Obama a annoncé le 23 avril dernier que, fin janvier 2015, une frappe de drone américaine a tué accidentellement deux Occidentaux à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan - un Américain, Warren Weinstein, enlevé à Lahore en 2011, et un Italien, Giovanni Lo Porto, enlevé en 2012. Tous deux étaient otages des talibans. Ce n'était certes pas la première fois que des otages occidentaux étaient tués dans des frappes de drones américaines mais, cette fois, le renseignement américain semblait n'avoir, à aucun moment, été conscient de la présence des otages sur les lieux ciblés. B. Obama a annoncé publiquement assumer la responsabilité de cette « bavure ». Mais, face à son administration, sa réaction aurait été beaucoup plus explosive : ses services de renseignement lui avaient assuré que ce genre d'accident ne pouvait pas se produire, en particulier après l'élaboration d'une doctrine d'emploi des drones dite de « la quasi certitude », édictée en 2013.

Doctrine de la « quasi certitude », législation américaine autour des frappes des drones et droit international

La doctrine qui, aux Etats-Unis, régit le fait de tirer au moyen d'un drone est celle de la « quasi certitude » qu'il n'y aura pas de victimes collatérales civiles. La bavure de janvier 2015 a relancé le débat sur la légitimité de cette doctrine.

Mais cette frappe de drone désastreuse pose aussi un autre problème que les bavures. En plus des deux otages, elle a en effet touché deux Américains membres revendiqués d'Al-Qaida. On ne peut dans ce cas parler de bavure. Cependant, il est apparu que la CIA n'était pas informée de la présence de ces hommes sur le site visé en janvier. Ainsi, la frappe n'a pas respecté la règle qui impose que, pour les frappes sur des Américains outre-mer, il y ait un aval du ministère de la Justice. Toutefois, depuis le début de la « guerre contre le terrorisme », sept Américains proches d'Al-Qaida ont été tués dans des attaques de drones et un seul a été spécifiquement visé avec l'aval du ministère de la Justice, en 2011.

²¹ Constat fait par Jean Toureille, directeur adjoint de l'Observatoire sur les Etats-Unis à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) lors de l'émission radio France Culture Les Enjeux Internationaux du 1er juin 2015, « Etats-Unis : la relation du président Obama à la force armée », animée par Thierry Garcin.

La seconde règle encadrant les assassinats ciblés veut que la cible représente une menace immédiate pour les Etats-Unis et qu'il n'y ait pas d'autre moyen de l'atteindre (en l'arrêtant, par exemple).

En tout état de cause, du point de vue du droit international, ces attaques sont très vulnérables à l'examen juridique, dans la mesure où elles peuvent facilement être qualifiées de « crimes de guerre » si elles ignorent les principes de précaution, distinction et proportion du droit international humanitaire.

Ainsi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, déclarait en 2013 que « l'utilisation des drones armés [devait] être, comme pour toute arme, régie par les règles solidement établies du droit international, notamment du droit international humanitaire [...] » et que « tout [devait] être mis en œuvre pour éviter les erreurs et les victimes civiles »²².

La même année, Jay Carney, porte-parole de la Maison Blanche, déclarait que « les opérations américaines de contre-terrorisme sont précises, légales et efficaces »²³. Toutefois, ses propos peuvent facilement être remis en cause puisque ces frappes de drones sont couvertes par le secret-défense lorsqu'elles sont exécutées par l'US Air Force, ou la simple clandestinité quand elles sont confiées à la CIA. Aussi Mustafa Qadri, chercheur à Amnesty International, estime-t-il que, « si les frappes sont si précises et légales, le gouvernement américain devrait communiquer les vidéos des frappes, et leurs pleines justifications juridiques ». Amnesty International menace d'ailleurs d'intenter des procédures pour crimes de guerre sur certaines de ces frappes, citant des cas concrets de victimes collatérales²⁴.

À travers ces nombreuses critiques, la militarisation excessive de la CIA a été dénoncée. Dans ce contexte, B. Obama a signé en mai 2013 une Presidential policy guidance (directive), classée secrète, qui encadre les conditions d'emploi des drones. Ainsi, les militaires ont retrouvé le quasi-monopole des commandes sur les frappes ciblées alors que la CIA conserve les drones de renseignement. Si cela peut apparaître comme un premier pas vers une volonté de plus de transparence sur les frappes de drones, cela ne semble pas présager un arrêt pur et simple de ces pratiques. B. Obama semble loin d'avoir renoncé à ce qu'il qualifie de « guerre juste » menée au nom de la « légitime défense ».

Pourtant, le premier semestre 2014 a marqué un certain ralentissement des frappes de drones américains au Pakistan : il y en aurait eu 25 pour toute l'année, tuant entre 115 et 186 personnes²⁵. Le but était de laisser une chance aux pourparlers entamés

²² Déclaration de Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies, à l'Université nationale des sciences et technologies d'Islamabad, au Pakistan, le 13 août 2013.

²³ Propos tenus en octobre 2013, lors d'une conférence de presse organisée à la suite de la publication par Amnesty International et Human Rights Watch de deux rapports critiques sur la « guerre des drones », <http://www.dawn.com/news/1051086/us-refutes-reports-in>, consulté le 13 juillet 2015).

²⁴ Cf. Rapport d'octobre 2013 d'Amesty International, Seraije la prochaine ? Attaques de drones américains au Pakistan (<http://www.amnesty.fr/sites/default/files/asa330132013fr.pdf>).

²⁵ The Bureau Of Investigative Journalism, <https://www.thebureauinvestigates.com/2014/06/11/obama-2014-pakistandrone-strikes/>, consulté le 25 juin 2015).

en 2013 entre le gouvernement d'Islamabad et les talibans pakistanais du TTP (Terik e Taliban Pakistan). Toutefois, ces négociations ont échoué. En témoignent le lancement, à la mi-juin, d'une opération de l'armée pakistanaise au Waziristan du Nord et l'attaque meurtrière d'une école par le TTP en décembre 2014, événements qui ne semblent pas aller dans le sens d'un abandon de la « guerre des drones ».

2. Du rôle du Pakistan dans le conflit afghan et du « double jeu » pakistanais

- *Dans la série*

Homeland saison 4, épisode 7 - Redux.

Saul Berenson, ancien directeur de la CIA, a été enlevé par Haissam Haqqani, chef des talibans pakistanais, et ses hommes.

Une rencontre entre une délégation américaine et une délégation pakistanaise a lieu au sein de l'ambassade des États-Unis à Islamabad. Elle réunit des personnages de hauts rangs - diplomates, hommes politiques, militaires hauts gradés et responsables des services de renseignements - et vise à ce que les deux parties s'échangent des informations afin de pouvoir le localiser puis le libérer.

La conversation tourne au face à face hostile, chaque partie rappelant le manque de transparence de l'autre : les Pakistanais évoquent le raid d'Abbottabad²⁶ et les Américains la collusion des services de renseignement pakistanais (ISI²⁷) avec les talibans. Le ton monte et l'ambassadrice américaine ne parvient pas à contenir la colère des membres de la CIA présents dans son équipe. Lockart, directeur de la CIA, particulièrement excédé et loin de se soumettre au ton mesuré des diplomates, finit par laisser éclater sa colère face au manque de collaboration des Pakistanais et lance que « ce qui est inacceptable [est] le double jeu [que le Pakistan joue] depuis des décennies »²⁸.

- *Dans la réalité*

Cet épisode permet de revenir sur le « double jeu » pakistanais et, plus largement, sur la politique afghane du Pakistan depuis le début du conflit afghan.

²⁶ Raid des forces spéciales américaines qui, le 2 mai 2011, ont tué Oussama Ben Laden, leader d'Al-Qaïda, dans sa cachette située à Abbottabad, au Pakistan. Les autorités pakistanaises n'auraient pas été informées de cette initiative avant qu'elle ait lieu.

²⁷ Inter-Service Intelligence.

²⁸ « What is unacceptable is the double dealing your country has been engaged in for decade ».

Par « conflit afghan », on entendra ici les guerres successives qui se sont déroulées en terre afghane depuis 1979 : la guerre qui a suivi l'invasion soviétique de 1979 et s'est achevée en 1989 (première guerre d'Afghanistan), la guerre civile (1989-1996), le régime taliban (1996-2001) et la guerre menée par la coalition internationale contre les talibans de 2001 à 2014 (deuxième guerre d'Afghanistan).

Dans ce contexte, le « double jeu » du Pakistan consisterait à profiter de sa situation d'allié indispensable des forces occidentales qui interviennent en Afghanistan, tout en instrumentalisant dans son intérêt les groupes extrémistes contre lesquels ces forces luttent et qui déstabilisent son voisin.

Cette ligne de conduite trouve ses racines dans le paradigme stratégique pakistanais qui se définit par la peur de se retrouver pris en étau entre ses deux voisins, l'Afghanistan et l'Inde. Jusqu'en 2001, il a surtout consisté, pour le Pakistan à rechercher une « profondeur stratégique » en Afghanistan. C'est après son ralliement à la « guerre contre le terrorisme », en 2001, qu'Islamabad a réellement déployé son « double jeu ». A l'heure actuelle, alors que la coalition internationale s'est retirée d'Afghanistan, il n'est pas certain que cette tactique lui ait été profitable.

- *L'analyse géopolitique*

Le paradigme²⁹ stratégique pakistanais : entre Inde et Afghanistan

Dès 1947, le Pakistan a construit sa politique étrangère autour d'une obsession : l'Inde, qualifiée de « menace existentielle ». Dans ce contexte, il a toujours considéré l'Afghanistan comme pouvant potentiellement lui offrir la « profondeur stratégique »³⁰ qu'il n'a pas.

La possibilité qu'à la menace indienne s'ajoute celle de l'Afghanistan est la hantise des militaires pakistanais, qui redoutent l'hypothétique formation d'un « Grand Pachtounistan »³¹ mordant sur la ligne Durand³² et amputant le Pakistan de la sa Province de la Frontière du Nord-Ouest (devenue Khyber Pakhtunkhwa en 2010). Le

²⁹ Jean-Luc Racine, « Le paradigme pakistanais », in Hérodote, n°139, 4ème trimestre 2010, p. 3-50.

³⁰ Concept qui traduit l'idée de ne pas être acculé et de pouvoir bénéficier d'un terrain de repli ou d'un sanctuaire, pour venir ensuite éventuellement reconquérir le terrain perdu. La profondeur stratégique du Pakistan, notamment au niveau de la capitale, est extrêmement faible : c'est pourquoi il se tourne vers l'Afghanistan.

³¹ État qui rassemblerait l'ensemble de la population pachtoune, au détriment d'une partie - environ un cinquième - du territoire pakistanais. Projet soutenu périodiquement par Kaboul.

³² Tracée en 1893 par Sir Henry Mortimer Durand (colonel et diplomate britannique), la ligne Durand correspond - à quelques infimes modifications près - à la frontière afghano-pakistanaise actuelle. Cependant, elle fait office de frontière sans en avoir jamais eu clairement le statut, malgré trois réécritures du traité en 1905, 1919 et 1921. En effet, cette frontière n'a jamais été reconnue par Kaboul.

Pakistan craint donc plus que tout de se retrouver « pris en tenailles »³³ entre ses deux voisins et cherche à contrarier tout rapprochement entre Kaboul et New Delhi³⁴.

Le paradigme stratégique pakistanais se définit donc entre l'Inde et l'Afghanistan. Tel qu'il a toujours été défini par les militaires, il repose sur une lecture conflictuelle de la géopolitique régionale qui légitimerait, en un sens, le rôle central des militaires dans le pouvoir de l'État.

Le rapport de force avec l'Inde - et, dans une certaine mesure, la question du Cachemire - a donc conditionné toute la politique afghane d'Islamabad. Cette dernière est caractéristique du répertoire d'actions qu'a toujours utilisé cet État dans ses relations internationales : le Pakistan se sert - voire instrumentalise - des groupes radicaux pour affronter indirectement des puissances supérieures telles que l'Inde, l'URSS ou les États-Unis. Dans le cas particulier de l'appui aux groupes islamistes fondamentalistes ou pachtounes afghans, le soutien pakistanais découle aussi du statut incertain de la frontière afghano-pakistanaise.

Le paysage transfrontalier du conflit afghan explique, dans une certaine mesure, le jeu stratégique du Pakistan dans les guerres afghanes successives. Puisqu'il craint que l'armée indienne puisse, par un conflit, paralyser son armée - la plupart des grandes métropoles et des axes importants de communication étant proches de la frontière indo-pakistanaise -, le Pakistan souhaite installer un gouvernement pro-pakistanais à Kaboul. Idéalement, il voudrait créer un espace musulman englobant l'Asie centrale, capable de s'opposer démographiquement, économiquement et religieusement - voire militairement - à l'Inde.

Le rôle du Pakistan dans le conflit afghan jusqu'en 2001

Le Pakistan joue un rôle majeur dans la première guerre afghane, lors de l'occupation soviétique (1979-1989). Il est à la fois la base arrière des moudjahidines antisoviétiques, la base avancée des services américains qui alimentent en armes et en financement ces moudjahidines - intronisés « combattants de la liberté » par Reagan -, le camp de base des ONG qui interviennent en Afghanistan, principalement du côté des insurgés, et le pays d'installation provisoire ou définitif de plusieurs millions de réfugiés afghans³⁵.

Cette position découle d'une configuration née de la guerre froide et marquée par l'alliance entre l'Inde et l'URSS. L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979 a brusquement rapproché les Soviétiques de l'Inde, le Pakistan n'étant alors plus qu'un État tampon. S'explique ainsi l'intervention directe de l'État pakistanais dans le conflit, durant la dictature islamiste³⁶ du général Ziaul-Haq, par l'intermédiaire de son

³³ « Entre l'Inde et l'Afghanistan : le Pakistan 'pris en tenaille' » in Christophe Jaffrelot, *Le syndrome pakistanais*, Fayard, Paris, 2013, p.19.

³⁴ L'Afghanistan a eu, dès 1947, d'excellentes relations avec l'Inde. New Delhi y a étendu son influence dans les années 1980 et y a entretenu de très bons rapports avec le président afghan Hamid Karzaï.

³⁵ Entre 2,5 et 3 millions dans des centaines de camps dans les années 1980. (Cf. Christophe Boquérat, « Le conflit afghan vu du Pakistan », *Afpak (Afghanistan-Pakistan)*, in *Questions internationales*, n°50, juillet-août 2011).

³⁶ La dictature du général Zia-ul-Haq au Pakistan a duré de 1977 à 1988.

armée - colonne vertébrale du régime depuis 1947 - et de l'ISI, service de renseignement du Pakistan le plus important et le plus puissant.

Outre l'anticommunisme, cette assistance militaire répond à différentes motivations. La première réside dans les affinités transfrontalières pachtounes, d'autant plus que les Pachtounes sont nombreux au sein de l'armée pakistanaise. Ensuite, les affinités idéologico-religieuses islamistes jouent aussi un rôle important. La ceinture tribale pachtounne se caractérise par l'existence d'une ceinture dense de madrasas³⁷ sunnites rurales. Celles-ci sont initialement « fondamentalistes traditionalistes ». L'invasion soviétique et l'afflux de réfugiés au Pakistan les ont radicalisées dans le sens d'un djihadisme militant antioccidental, incluant la lutte contre l'envahisseur soviétique « athée ».

L'intervention pakistanaise en Afghanistan se poursuit activement après le retrait des Soviétiques en 1989, Islamabad cherchant alors à ce que s'installe à Kaboul les éléments politiques susceptibles de lui permettre de rétablir sa « profondeur stratégique » menacée par la présence soviétique. C'est ainsi que le Pakistan appuiera la montée en puissance des talibans afghans, puis reconnaîtra et soutiendra leur régime entre 1995 et 2001. « Étudiants en religions », les talibans sont un pur produit de la radicalisation idéologique des madrasas afghano-pakistanaises de part et d'autre de la ligne Durand. Leur victoire militaire tient à plusieurs facteurs purement afghans mais ne peut se comprendre sans l'intervention directe des services de renseignement pakistanaïses, qui ont ainsi aidé à l'installation à Kaboul³⁸ d'un pouvoir allié à Islamabad.

Malgré l'instauration d'un gouvernement taliban en Afghanistan - en théorie ami du Pakistan - et bien qu'il dispose de la dissuasion de l'arme nucléaire face à l'Inde depuis 1998, le Pakistan poursuit sa quête de « profondeur stratégique » en Afghanistan. Cependant, les attentats du 11 septembre 2001 ont bouleversé la mise en œuvre du paradigme stratégique pakistanaïses. Ils ne l'ont pour autant pas invalidé et, après le 11 septembre, les Pakistanais ont suivi une double trajectoire.

Le double jeu³⁹ du Pakistan

À compter d'octobre 2001, l'intervention américaine en Afghanistan agite aussi le Pakistan. Les partis islamistes appellent à la solidarité avec les talibans qu'ils considèrent comme victimes d'une invasion étrangère et ont créé un « Conseil de défense Pakistan-Afghanistan ». Des milices se mobilisent pour les soutenir. Le régime taliban s'écroule en Afghanistan mais ni Oussama Ben Laden, ni son hôte le mollah Omar ne se laissent prendre par les commandos américains.

À l'heure où la maîtrise de la « profondeur stratégique » semble vaciller avec la chute des talibans, c'est l'autre front, à l'est, que le Pakistan doit aussi prendre en compte.

³⁷ Écoles coraniques

³⁸ En réalité à Kandahar, fief du mollah Omar

³⁹ Jean-Luc Racine, « Double jeu du Pakistan », in *Manière de voir. Le Monde Diplomatique*, n°110, avril-mai 2010.

Le 1er octobre 2001, des commandos du Jaishe Mohammed⁴⁰ attaquent les bâtiments de l'Assemblée de l'État du Jammu et Cachemire à Srinagar, en Inde, causant trente-huit morts. Puis, le 13 décembre de la même année, le Parlement indien en session est attaqué par un commando. Bien que cette attaque ait été un échec, l'Inde demande des comptes à Islamabad. Elle commence à mobiliser ses troupes, et la communauté internationale s'inquiète des conséquences possibles de ces multiples attentats. De décembre 2001 à octobre 2002, la guerre menace l'Inde et le Pakistan : les troupes - un million d'hommes - sont en position d'alerte, prêtes au combat. La tension retombe seulement après la tenue des élections au Jammu et Cachemire, d'une part, et au Pakistan, d'autre part.

Dès lors, le paradigme pakistanais semble trouver ses limites. Côté afghan, le soutien aux talibans s'est soldé par un désastre pour l'Afghanistan et a indirectement permis à Al-Qaïda de devenir le flambeau du terrorisme international. Côté indien, l'appui aux insurgés cachemiris a ouvert la voie à des opérations terroristes, au Cachemire d'abord, puis en Inde même, l'attaque contre le Parlement, lieu emblématique de la démocratie, ayant une forte charge symbolique.

Sous la pression de Washington, le général Pervez Musharraf change de ligne vis-à-vis de l'Afghanistan. Peu après le lancement de l'opération Enduring Freedom, il se range derrière les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » de George W. Bush. Le président américain a prévenu : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ».

Ainsi, le Pakistan se détourne des talibans qu'il avait pourtant assistés dans leur conquête du pouvoir en 1996 et reconnus officiellement dès mai 1997. Islamabad fait donc une croix sur un gouvernement considéré comme favorable à ses intérêts. Le changement ne va pas de soi mais Pervez Musharraf s'y résout et les généraux pakistanais récalcitrants changent de poste ou prennent leur retraite. Le chef de l'Inter-Service Intelligence (ISI) - présent à Washington le 11 septembre 2001, et partisan d'un dialogue avec les talibans - fait partie du lot.

Parallèlement, le Pakistan se rend compte que, vis-à-vis de l'Inde, il ne peut soutenir une ligne qui recourt à des organisations passées du djihad à la terreur. Comprendant les risques d'une guerre de représailles après les attentats de Srinagar et du Parlement indien, Pervez Musharraf fait un discours, début 2002, dans lequel il condamne le djihad⁴¹. Il lance ainsi une attaque en règle contre l'extrémisme et le sectarisme meurtriers porteurs de dissensions au sein de l'islam, et plaide pour un « État islamique progressif ». Puis, rappelant qu'il avait interdit les organisations sectaires Lashkar-e Jhangvi et Sipah-e Mohammed en août 2000, il ajoute à la liste des groupes interdits le Tehrik-e Nifaze Shariat Mohammadi - opérant en terres pachounes - ainsi que le Lashkar-e-Taïba - qui agissait sous protection de l'ISI - et le Jaish-e Mohammed, groupes djihadistes de premier plan.

⁴⁰ « Armée de Mohammed ». Groupe extrémiste sunnite basé au Pakistanais. Créé par Mazood Azhar en 2000, il agit au Cachemire dans le but d'unifier les Cachemire

⁴¹ Discours télévisé du 12 janvier 2012. Tout en rappelant l'attachement du Pakistan à la cause du Cachemire, et en menaçant l'Inde de rétorsion si elle attaquait militairement, il déclare : « Aucune organisation ne sera autorisée à se livrer au terrorisme au nom du Cachemire... Le Pakistan rejette et condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il ne permettra pas que son territoire serve à des activités terroristes où que ce soit dans le monde ».

Cependant, les groupes interdits n'ont jamais réellement été démantelés et se perpétuent sous d'autres noms. Au même moment, les talibans afghans ou des groupes proches, comme le réseau Haqqani, bénéficient d'un soutien durable soit au Baloutchistan - la choura⁴² de Quetta est devenue l'organe principal de direction des talibans -, soit dans les zones tribales pakistanaises, là encore, en liaison avec l'ISI.

Après 2001, les Pakistanais ont vite pensé que les Américains n'étaient pas sérieux dans leur désir de stabiliser l'Afghanistan. Le double jeu pakistanais est donc né d'une approche pragmatique : quand l'OTAN quitterait la région, les talibans eux, seraient toujours bien présents ; il fallait donc se les concilier, toujours dans un seul but, celui de conserver une influence à Kaboul. Ainsi, le ralliement d'Islamabad à la « guerre contre le terrorisme » américaine n'a pas réellement constitué un abandon des objectifs stratégiques de l'establishment militaire pakistanais⁴³.

À partir de 2004, la coopération de l'armée pakistanaise avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme décline. Fidèle à sa stratégie anti-indienne, le Pakistan épargne les groupes fondamentalistes présents sur son territoire ainsi que les mouvements terroristes pakistanais eux-mêmes, considérés comme des atouts pour « contrôler » l'Afghanistan ou nuire à l'Inde. Malgré l'impact direct de cette duplicité sur la coalition internationale, l'administration Bush a, pendant longtemps, fermé les yeux, du fait de sa dépendance logistique vis-à-vis du Pakistan.

Par la suite, la position pakistanaise est renforcée par le non-respect des promesses américaines de limiter l'influence de l'Inde en Afghanistan, de s'investir plus au Cachemire et de préserver les atouts stratégiques d'Islamabad mis à mal par l'accord nucléaire civil entre l'Inde et les Etats-Unis de 2005.

Le significatif rapprochement indo-américain dans le domaine économique et l'émergence d'une importante diaspora indienne aux Etats-Unis rend Islamabad encore plus amère envers Washington. La multiplication des frappes de drones en territoire pakistanais et le raid des forces spéciales à Abbottabad en 2011 ne sont que des sources de tensions supplémentaires qui n'ont pas joué en faveur d'un changement d'attitude de la part d'Islamabad.

Retrait de la coalition internationale d'Afghanistan et bilan du double jeu pakistanais

« Seuls les idiots ne mènent pas un double jeu »⁴⁴ aurait déclaré il y a quelques années l'un des anciens chefs pakistanais de l'ISI. Pourtant, l'expérience de double jeu pakistanais dans le conflit afghan a surtout montré qu'avec le recul, mener un double jeu peut être, sinon « idiot », du moins dangereux car très affaiblissant. En effet, alors que les troupes se sont presque toutes retirées du territoire afghan courant 2014, marquant ainsi la fin d'une guerre de plus de 13 ans, force est de constater que le double jeu pakistanais a plus coûté à Islamabad qu'il ne lui a rapporté.

⁴² Conseil.

⁴³ L'establishment regroupe le haut commandement militaire et les agences de renseignement : Inter-Service Intelligence (ISI), Military Intelligence (MI), Intelligence Bureau (IB).

⁴⁴ Didier Chaudet, « L'Iran et le Pakistan face à l'Afghanistan : quels choix pour 2014 ? », Revue Défense Nationale, n°758, mars 2013, p. 38-42.

En effet, le jeu dangereux qu'a joué le Pakistan avec ses voisins s'est in fine retourné contre lui et a compromis grandement la sécurité intérieure du pays. Les militaires pakistanais cherchaient une «profondeur stratégique » en Afghanistan. Mais la situation s'est en partie inversée : les troubles qui secouent l'Afghanistan ont débordé sur son voisin de l'est⁴⁵. Le conflit afghan a fortement renforcé l'instabilité interne du Pakistan, faisant de celui-ci un sanctuaire de l'islamisme radical, de la violence et du terrorisme. Dans ce contexte, avec la montée en puissance du mouvement taliban pakistanais, l'État pakistanais se retrouve confronté à ses propres contradictions. Alors qu'il s'est construit en se définissant comme « État musulman», aujourd'hui, au lieu de rassembler, l'islam divise car il est instrumentalisé par les groupes les plus violents et les plus radicaux. En mai 2011, le Time avait désigné le Pakistan comme l'« État le plus dangereux du monde »⁴⁶. B. Obama avait encore confirmé cette vision américaine en 2012.

Le retour au pouvoir de Nawaz Sharif depuis mai 2013 et le début du retrait des troupes d'Afghanistan en 2014 semblent marquer le début d'une nouvelle ère, sans toutefois clore la période ouverte par le 11 septembre 2011. Les principales forces du Pakistan soutiennent, au moins en théorie, l'idée d'une réorientation de la stratégie pakistanaise⁴⁷. Ce changement de ligne est intéressant car il semble constituer le début d'une prise de conscience, de la part des pouvoirs civils et militaires pakistanais, que la « maison brûle »⁴⁸. La situation pourrait notamment évoluer réellement si, au lieu de conserver une armée conventionnelle entièrement tournée vers l'Inde, Islamabad formait ses forces à la contre-insurrection pour lutter contre la menace intérieure, le Pakistan ayant vu s'installer sur son territoire une guerre civile de basse intensité. Enfin, le retrait des forces internationales d'Afghanistan fera perdre au Pakistan son rôle de partenaire indispensable des Occidentaux dans la région. La fin de cette « rente stratégique »⁴⁹ aura des conséquences sur l'aide occidentale qui se réduira encore et deviendra très conditionnelle. Lorsque les États-Unis auront complètement quitté l'Afghanistan, il est probable qu'ils prendront encore moins de « pincettes » avec le Pakistan et critiqueront plus ouvertement sa politique régionale, intérieure ou nucléaire.

Pauline Lovera
Auditrice jeune de l'IHEDN, 81ème session, Toulouse 2014
Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

⁴⁵ Jean-Luc Racine, « Géopolitique régionale : le besoin d'un aggiornamento », Pakistan. Un Etat sous tension, in Questions Internationales, n°66, mars-avril 2014

⁴⁶ Alain Frachon, « Un bâton de dynamite appelé Pakistan », LeMonde.fr, 19 mai 2015, (http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/05/19/un-baton-de-dynamite-appelle-pakistan_1524407_3232.html, consulté le 25 juin 2015).

⁴⁷ Bruno Tertrais, « Un tournant stratégique est-il possible ? », Pakistan. Un Etat sous tension, in Questions Internationales, n°66, mars-avril 2014.

⁴⁸ Propos de Jean-Luc Racine dans l'émission Les Enjeux Internationaux animée par Thierry Garcin sur France Culture, 13 mai 2013.

⁴⁹ Gilles Dorronsoro, « Une désastreuse victoire ? Les conséquences de la guerre d'Afghanistan sur le Pakistan », Géopolitique du Pakistan, in Hérodote, n°139, 4ème trimestre 2010, p. 181.